

NATIONS UNIES



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE

2032^e SÉANCE : 15 SEPTEMBRE 1977

NEW YORK

UN LIBRARY

MAR 0 1978

UN/SA COLLECTION

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2032)	1
Adoption de l'ordre du jour	1
La situation à Chypre :	
Lettre, en date du 26 août 1977, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/12387)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cotes S/. . .) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2032^e SEANCE

Tenue à New York le jeudi 15 septembre 1977, à 15 heures.

Président : M. Rüdiger von WECHMAR
(République fédérale d'Allemagne).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Allemagne, République fédérale d', Bénin, Canada, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Jamahiriya arabe libyenne, Maurice, Pakistan, Panama, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques et Venezuela.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2032)

1. Adoption de l'ordre du jour.

2. La situation à Chypre :

Lettre, en date du 26 août 1977, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/12387).

La séance est ouverte à 15 h 50.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation à Chypre :

Lettre, en date du 26 août 1977, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/12387)

1. Le **PRESIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Conformément à la décision prise à la 2026^e séance, j'invite les représentants de Chypre, de la Grèce et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion du Conseil en vertu de l'Article 31 de la Charte et de l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

Sur l'invitation du Président, M. Christophides (Chypre), M. Papoulias (Grèce) et M. Türkmen (Turquie) prennent place à la table du Conseil.

2. Le **PRESIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Avant de donner la parole au premier orateur inscrit, je voudrais attirer l'attention des membres du Conseil sur le texte d'un projet de résolution qui a été préparé au cours de consultations intensives. Ce texte est contenu dans le document S/12394.

3. M. LEONARD (Etats-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord saisir cette occasion pour vous féliciter à l'occasion

de votre accession à la présidence du Conseil et pour exprimer notre admiration pour la façon excellente dont votre prédécesseur a dirigé les travaux du Conseil au cours du mois d'août. Je suis certain que son travail a établi un solide fondement pour mener le débat actuel à une conclusion positive sous votre direction éminente et avisée.

4. Depuis le début de ce débat, ma délégation a oeuvré de façon constante vers un résultat qui serait le reflet d'un consensus entre les membres du Conseil. Nous sommes heureux de voir qu'en fin de compte cet objectif semble avoir été réalisé. Nous avons été profondément impressionnés par les efforts patients et inlassables de plusieurs délégations qui ont beaucoup travaillé pour combler le fossé séparant les parties, afin de trouver une solution généralement acceptable. A ce sujet, je voudrais en particulier rendre hommage à notre collègue, l'ambassadeur Jaipal, dont la méthode d'approche bien étudiée et constructive a été si utile pour nous tous.

5. Nous avons écouté avec beaucoup d'attention les déclarations faites par les deux parties à propos de la situation actuelle à Chypre. Le Secrétaire général a résumé pour nous [2028^e séance] les faits qui ont donné lieu à la plainte portée devant le Conseil. Nous avons également entendu une déclaration qui a éclairci les choses sur cette question de la part de M. Çelik, parlant au nom de la communauté chypriote turque [2026^e séance]. L'assurance donnée par M. Çelik selon laquelle aucune nouvelle colonisation du quartier moderne de Famagouste n'est en cours est particulièrement bienvenue en raison de l'inquiétude exprimée par les membres du Conseil en ce qui concerne la situation.

6. Le fait que la décision du Conseil ait été rédigée en termes qui vont plus loin que la question immédiate reflète de façon exacte, à notre avis, les préoccupations plus larges de la majorité du Conseil. Toutes les déclarations que nous avons entendues ici ont, d'une façon ou d'une autre, exprimé une préoccupation à l'égard des tensions sous-jacentes qui continuent d'exister dans l'île. En général, les membres du Conseil semblent être d'accord pour dire que la meilleure ligne de conduite pour apaiser ces tensions est de choisir la voie de négociations intercommunautaires directes et, par conséquent, le Conseil s'est félicité des déclarations faites par les deux parties ici indiquant une volonté de reprendre ces entretiens.

7. Les Etats-Unis estiment que le Conseil a agi de façon constructive pour attirer l'attention des parties sur les questions vitales qu'elles devront affronter au cours des mois à venir. Alors que nous avons consacré beaucoup de temps et d'énergie à discuter entre nous le libellé exact de

notre décision, nos intentions ont été claires. Aussi bien dans les déclarations des membres du Conseil que dans le projet de résolution que le Conseil est sur le point d'adopter, nous avons prié instamment les deux parties d'exercer la plus grande retenue possible dans leurs actes et leurs déclarations afin de créer une atmosphère où les questions plus vastes qui doivent être résolues puissent être examinées de façon sérieuse. Il nous appartient maintenant à tous — à tous les gouvernements représentés ici — d'exprimer aux parties elles-mêmes l'espoir qu'elles se dirigeront de façon rapide et directe sur la voie d'une solution négociée.

8. Pour sa part, mon gouvernement fera tout ce qu'il pourra pour encourager la reprise aussi rapide que possible des entretiens intercommunautaires. Comme dans le passé, les Etats-Unis sont prêts, à n'importe quel moment, à venir en aide aux parties, si elles le souhaitent, pour tenter de réaliser un règlement juste et durable. En fait, la solution de ce problème par de sérieuses négociations ne s'est faite que trop attendre. Nous sommes convaincus qu'il n'est pas au-delà du pouvoir des représentants de deux communautés de construire avec succès sur les fondements établis au cours de séries précédentes d'entretiens et de faire en sorte que ces entretiens soient couronnés de succès.

9. Mon gouvernement espère que ce débat marquera la reprise des efforts concertés des deux communautés pour élaborer, grâce à des négociations directes, la solution des problèmes difficiles qui affligent depuis si longtemps l'île de Chypre. Si tel est bien le cas, le temps consacré à ce débat aura été des plus utiles.

10. Le PRESIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Il n'y a plus d'orateurs inscrits. Je vais donc faire une déclaration en ma qualité de représentant de la REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE.

11. Je voudrais tout d'abord adresser à la délégation chypriote les sincères condoléances de ma délégation à l'occasion de la mort soudaine et tragique de l'archevêque Makarios, survenue le mois dernier.

12. La République fédérale d'Allemagne, tant à l'intérieur de la Communauté européenne que sur le plan bilatéral, s'est toujours efforcée de contribuer à une solution de la question de Chypre en aidant les parties à se réunir en vue de négociations et en donnant tout son appui à la mission de bons offices du Secrétaire général. Ce faisant, mon gouvernement a été guidé par la ferme conviction que le règlement du conflit de Chypre ne pouvait résulter que de négociations directes entre les parties concernées. Mon gouvernement continue de penser que, pour réussir, les entretiens entre les communautés chypriote grecque et chypriote turque doivent être fondés sur des concessions mutuelles portant aussi bien sur des questions territoriales que sur le cadre constitutionnel. Mon gouvernement est donc très préoccupé par l'absence persistante de progrès dans les négociations intercommunautaires. Pour la même raison, il considère avec une appréhension particulière tout incident pouvant entraver la reprise du processus de négociation.

13. Ma délégation a toutefois noté avec une vive satisfaction les déclarations faites devant le Conseil selon lesquelles les faits survenus dans le quartier moderne de

Famagouste, et portés à l'attention du Conseil par le Gouvernement chypriote, sont de nature limitée et ne constituent pas un commencement de colonisation ou de repeuplement. Mon gouvernement se voit donc justifié à espérer sincèrement que de nouvelles tensions pourront être évitées et que les entretiens intercommunautaires pourront reprendre sans plus tarder.

14. D'une manière plus générale, mon gouvernement pense que toute action unilatérale, pour limitée qu'en soit la portée, doit être évitée afin de ne pas donner lieu à des appréhensions compréhensibles. Il engage donc les deux parties à s'abstenir de tout ce qui pourrait en quoi que ce soit donner lieu à de telles appréhensions. En outre, il engage les parties à reprendre au plus tôt les entretiens intercommunautaires avec des propositions concrètes propres à résoudre leurs divergences.

15. C'est dans ces conditions que ma délégation appuiera le projet de résolution qui nous a été présenté. Mon gouvernement a été convaincu tout au long du débat que l'aboutissement de la présente réunion du Conseil de sécurité ne doit en rien être considéré ou utilisé comme obstacle aux négociations intercommunautaires mais doit au contraire être propice à ces négociations. Mon gouvernement pense que le texte actuel — qui résulte de consultations étendues, minutieuses, patientes et qui ont demandé beaucoup de temps — aidera enfin à répondre à ces conditions. Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer ma reconnaissance toute particulière à l'ambassadeur Jaipal et à tous ceux qui ont permis d'aboutir à ce résultat.

16. En conclusion, je voudrais réaffirmer ce que je disais lors du renouvellement du mandat de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, le 16 juin dernier [2012^e séance]. Ma délégation engage une fois de plus les parties à examiner sérieusement et à reconnaître leurs intérêts communs et à ne pas laisser passer l'occasion qui leur reste offerte de surmonter leurs divergences par des négociations directes en adoptant une attitude plus conciliante et plus réaliste.

17. Reprenant maintenant les fonctions de PRESIDENT, je vais suspendre la séance pendant quelques minutes et inviter les membres du Conseil à se joindre à moi dans le bureau du Président pour de brèves consultations.

La séance est suspendue à 16 h 5; elle est reprise à 16 h 45.

18. Le PRESIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le Conseil va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution figurant au document S/12394. Je crois savoir que le Conseil désire adopter ce projet sans qu'il soit mis aux voix. S'il n'y a pas d'objections, je déclarerai que le projet de résolution est adopté.

Le projet de résolution est adopté¹.

19. M. AKHUND (Pakistan) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais ajouter quelques mots concernant la résolution que le Conseil vient d'adopter sans vote.

¹ Voir résolution 414 (1977).

20. La position de ma délégation a été précisée lorsque nous avons pris la parole au Conseil il y a environ deux semaines [2028^e séance]. Cette position figurait implicitement dans la déclaration selon laquelle le Pakistan estimait que la question de la plainte examinée par le Conseil n'était pas telle qu'elle justifie un long débat et un échange d'accusations et de contre-accusations devant le Conseil. Les parties intéressées disposent d'autres moyens, y compris la présence dans l'île du représentant spécial du Secrétaire général, pour résoudre ces difficultés.

21. Après les déclarations du représentant de la Turquie et du représentant de la partie turque de Chypre selon lesquelles aucune colonisation de la nouvelle ville de Famagouste n'était en cours comme on le prétendait, il aurait suffi, à notre avis, que le Conseil prenne note de cette assurance dans une déclaration de consensus et rappelle aux parties leur engagement et leur intérêt mutuel à rechercher un règlement pacifique de la question de Chypre grâce aux entretiens intercommunautaires. Nous notons avec satisfaction que cette idée est le point central de la résolution que nous venons d'adopter.

22. Je tiens à dire, cependant, que si l'on avait mis aux voix le projet de résolution ma délégation n'aurait pas été en mesure de l'appuyer. Néanmoins, nous n'avons pas voulu aller à l'encontre des vœux de la majorité des membres du Conseil qui souhaitaient adopter ce projet sans vote.

23. Le **PRESIDENT** (*interprétation de l'anglais*): Je donne la parole au Ministre des affaires étrangères de Chypre.

24. **M. CHRISTOPHIDES** (Chypre) (*interprétation de l'anglais*): Je voudrais faire quelques observations sur la résolution que le Conseil vient d'adopter.

25. Encore que nous soyons très fermement d'avis que la situation à Chypre, aggravée par les récents événements qui se sont déroulés dans le quartier moderne de Famagouste, justifiait une résolution exprimée en termes plus catégoriques, nous pouvons cependant comprendre les raisons pour lesquelles le Conseil a choisi ce libellé en tenant compte de son souci d'unanimité ou de quasi-unanimité lors de l'adoption de ses résolutions. Nous reconnaissons que la résolution, prise dans son ensemble, constitue une réponse positive du Conseil aux exigences fondamentales et pressantes de la situation, répond essentiellement aux besoins du moment et atteint les objectifs qui avaient exigé notre recours au Conseil.

26. La résolution, faisant suite à la plainte du Gouvernement chypriote, exprime le souci des membres du Conseil devant les actes unilatéraux de la Turquie dans le quartier moderne de Famagouste, en violation des résolutions du Conseil, et notamment de la résolution 367 (1975). Le Conseil, pleinement conscient des répercussions désastreuses qu'aurait toute action unilatérale sur les perspectives d'une solution pacifique du problème chypriote, demande aux parties intéressées de s'abstenir de toute action de ce genre, que ce soit dans le quartier moderne de Famagouste ou ailleurs à Chypre. Il est bien entendu très évident que cet appel s'adresse à la Turquie, qui, par sa série interminable de faits accomplis, compromet tous les efforts en vue d'un règlement négocié. En outre, le Conseil réaffirme sa réso-

lution 365 (1974), par laquelle il a fait sienne la résolution 3212 (XXIX) de l'Assemblée générale, et sa résolution 367 (1975) et demande de nouveau leur application urgente et effective. Ainsi, le Conseil réaffirme une fois encore que ses résolutions constituent la base appropriée et le cadre valable pour une juste solution du problème de Chypre.

27. On sait que ces résolutions, dans leurs dispositions fondamentales portant sur les aspects extérieurs du problème, demandent la cessation de toute ingérence étrangère dans les affaires de Chypre, le retrait rapide de toutes les troupes étrangères et le retour d'urgence des réfugiés dans leurs foyers en toute sécurité. Ces demandes s'adressent à la Turquie, qui seule est visée. Cependant, la Turquie continue de les violer. Cette attitude a amené l'Assemblée générale à adresser au Conseil de sécurité une demande contenue dans la résolution 31/12 afin qu'il envisage de prendre les mesures appropriées en vue de l'application de sa résolution unanime 365 (1974). Si Ankara continue à ne faire aucun cas de ces résolutions et à les traiter avec le même mépris, il ne restera d'autre choix au Conseil que de prendre les mesures appropriées prévues par la Charte pour assurer une mise en oeuvre qui n'a que trop tardé.

28. Les négociations entre les représentants des communautés chypriotes grecque et turque, auxquelles font allusion les paragraphes 4 et 5 de la résolution et qui portent sur l'aspect interne du problème de Chypre, durent depuis deux ans et demi sans donner de résultats positifs. Cela est manifestement dû à l'attitude négative de la partie turque. Nous sommes très heureux de constater que la résolution contient un appel à la reprise des négociations et insiste sur le fait qu'elles doivent se dérouler de façon positive et constructive sur la base de propositions détaillées et concrètes. Les propositions ne doivent donc pas seulement être concrètes mais également détaillées, et pour être détaillées elles doivent porter sur tous les sujets de négociation. A cet égard, on peut espérer que la résolution aura pour effet d'empêcher la partie turque de se servir des entretiens à seule fin de camoufler des faits accomplis et pour détourner la pression de parties tierces et de l'opinion publique internationale.

29. Mon gouvernement appuie entièrement cette nouvelle résolution, tout comme il a appuyé les autres résolutions du Conseil sur Chypre. Nous coopérerons également dans tous les domaines avec le Secrétaire général pour en assurer l'application.

30. Notre appui et notre coopération, toutefois, ne suffiront pas pour susciter les résultats prévus par la résolution, car on sait que sans la réaction positive de la Turquie, partie responsable au premier chef, cette nouvelle résolution restera sans effet, comme toutes les autres résolutions du Conseil sur Chypre. Si cet état de choses inacceptable devait persister, il faut espérer que le Conseil finira par décider de s'acquitter des responsabilités que lui confère la Charte en adoptant des mesures de mise en oeuvre efficaces. De ce point de vue, nous sommes rassurés par la demande adressée au Secrétaire général au paragraphe 6 de la résolution de tenir le Conseil informé des événements susceptibles d'en-traver l'application de la résolution.

31. Permettez-moi de dire la reconnaissance de mon gouvernement aux membres du Conseil pour l'intérêt qu'ils

portent à la situation à Chypre et leur souci de promouvoir une solution juste du problème chypriote. Nous savons gré tout particulièrement aux membres du Conseil qui, par les déclarations qu'ils ont faites ici, ainsi qu'en parrainant le projet de résolution et en prenant une part active et constructive aux consultations intensives des trois dernières semaines, ont soutenu notre juste recours et la juste cause de Chypre. Il convient de rendre hommage tout particulièrement à l'ambassadeur Jacques Leprette, représentant de la France, sous la présidence duquel le débat sur la question "La situation à Chypre" a commencé et s'est poursuivi jusqu'au 31 août, et à vous, Monsieur l'ambassadeur von Wechmar, de la République fédérale d'Allemagne, président actuel du Conseil, qui avez repris la tâche difficile de la présidence le 1^{er} septembre. Les qualités exceptionnelles et le talent diplomatique de ces deux présidents, leurs efforts inlassables et leur haute intelligence d'hommes d'Etat mis au service des discussions et des consultations, ont été dans les meilleures traditions du poste important de président du Conseil et ont beaucoup contribué à l'adoption de la résolution. Nous leur sommes à tous deux sincèrement reconnaissants.

32. Je voudrais également profiter de l'occasion pour redire combien nous sommes reconnaissants au Secrétaire général, M. Waldheim, qui ne cesse de s'intéresser à la juste solution du problème de Chypre conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies et qui fait des efforts inlassables dans ce but.

33. Avant d'achever, je voudrais exprimer notre reconnaissance aux membres du Conseil qui ont rendu hommage à notre défunt président, l'archevêque Makarios. Au nom de mon gouvernement et du peuple chypriote, je les remercie de tout coeur.

34. Le PRESIDENT (*interprétation de l'anglais*): Je donne la parole au représentant de la Grèce.

35. M. PAPOULIAS (Grèce) [*interprétation de l'anglais*]: Monsieur le Président, je saisis cette première occasion qui s'offre à moi de parler au Conseil après la discussion initiale pour vous féliciter chaleureusement de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de septembre. Votre grand talent de diplomate, votre prestige, votre profonde expérience des affaires des Nations Unies, appréciés de tous les Membres de l'Organisation, ont été mis en relief une fois de plus par l'heureuse conclusion que vous avez su donner à ce débat. Nous en sommes d'autant plus heureux que vous représentez un pays, la République fédérale d'Allemagne, avec lequel la Grèce a les liens les plus étroits d'amitié et de coopération.

36. J'aimerais également exprimer une fois de plus nos remerciements sincères à vote éminent prédécesseur, le représentant de la France, l'ambassadeur Jacques Leprette, pour la façon compétente dont il a entamé l'examen de la question inscrite à l'ordre du jour.

37. Je n'ai pas l'intention de prolonger ce débat. Je tiens simplement à dire que le résultat de la discussion justifie entièrement la décision prise par le Gouvernement chypriote de porter la question devant le Conseil de sécurité et que nous sommes très heureux de la réaction positive qu'a eue ce dernier en adoptant sa résolution d'aujourd'hui.

38. Pour ce qui est de la résolution, je me bornerai à me référer aux observations et remarques que vient de faire à ce sujet Son Excellence M. Christophides, ministre des affaires étrangères de la République de Chypre. Néanmoins, je tiens à souligner que nous appuyons la nouvelle résolution, qui, comme nous venons de l'apprendre, jouit de l'entier soutien du Gouvernement chypriote. Comme ce gouvernement, nous espérons que le respect et la mise en oeuvre de cette résolution paveront la voie, comme le souhaite le Conseil, à une solution juste, pacifique et durable du problème, assurant la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République de Chypre.

39. Le PRESIDENT (*interprétation de l'anglais*): On m'a fait savoir que M. Çelik, invité par le Conseil en vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire, tenait à faire une déclaration. Je l'invite donc à prendre place à la table du Conseil et à prendre la parole.

40. M. ÇELIK (*interprétation de l'anglais*): Monsieur le Président, je tiens à vous remercier, ainsi que les membres du Conseil, de me donner l'occasion d'exprimer le point de vue de la partie chypriote turque en ce qui concerne la résolution que le Conseil vient d'adopter.

41. Comme je l'ai déclaré précédemment au cours de ce débat, rien ne justifiait à nos yeux le présent recours de la partie chypriote grecque. En fait, les déclarations faites au cours des délibérations du Conseil, et notamment la déclaration du Secrétaire général [2028^e séance], ont déjà fait ressortir qu'il n'y a en réalité pas de crise à Chypre. En vérité, le fait que, depuis que la partie chypriote grecque a initialement eu recours au Conseil, presque trois semaines se soient écoulées avant que celui-ci ne parvienne à une décision sur la question montre à l'évidence que la situation ne revêtait aucun caractère urgent.

42. Il est évident que le recours actuel a été motivé par des considérations politiques internes. Le fait qu'il en est bien ainsi a également été confirmé par des observateurs politiques impartiaux. William Farrell, dans un article publié dans le *New York Times* d'hier, déclare:

"L'opinion qui prévaut [parmi les Chypriotes grecs] ... est que le laps de temps entre maintenant et février, lorsque les Chypriotes grecs procéderont à des élections, sera marqué par des manoeuvres internes alors que les Chypriotes grecs cherchent un remplaçant à l'archevêque Makarios ..."

Ce point de vue est également partagé par les membres de la communauté diplomatique. Cela démontre que toute cette affaire est motivée par des considérations politiques internes.

43. Les efforts en vue d'internationaliser le problème de Chypre prennent le temps et l'énergie des parties intéressées et ne peuvent qu'être vains. Toutefois, en raison de l'insistance de la partie chypriote grecque, le Conseil a décidé d'adopter une autre résolution sur Chypre.

44. Pendant les délibérations du Conseil et lors des consultations qui se sont déroulées en dehors de la salle du Conseil, nous avons essayé d'expliquer pourquoi nous nous opposons à l'adoption d'une résolution de la part du

Conseil, et nous avons souligné les effets négatifs et les inconvénients qu'une telle résolution pourrait avoir sur les événements futurs dans l'île. Cependant, nous sommes saisis d'une nouvelle résolution sur Chypre qui, je le crains, contient des éléments nuisibles qui ne sauraient contribuer à créer une atmosphère susceptible de conduire à un règlement négocié.

45. Un cadre établi pour la solution du problème de Chypre existe déjà. Ce cadre a été entériné et élaboré plus avant lors des réunions au sommet tenues entre le président Denktaş et l'archevêque Makarios au début de cette année, et plus précisément par l'accord en quatre points réalisé au cours de la deuxième de ces réunions [S/12323 du 30 avril 1977, par. 5], lequel envisage la création d'une république fédérale indépendante, non alignée, bicommunautaire et bizonale.

46. Il faudrait donc, à notre avis, éviter que le Conseil de sécurité ne s'occupe de détails qui pourraient porter préjudice à l'une des parties ou être interprétés comme préjugant du règlement définitif et qui pourraient, par conséquent, affecter de façon négative le règlement négocié.

47. Les efforts chypriotes grecs en vue d'internationaliser la question de Chypre et de résoudre le problème par des résolutions plutôt que par des négociations ne pourront qu'être vains.

48. Nous avons déjà de nombreux problèmes complexes à affronter et qui rendent le règlement difficile. Une profusion de résolutions ne sert qu'à entraver tout progrès vers un règlement négocié et rend un problème compliqué encore plus complexe. Cette tendance visant à internationaliser le problème prend beaucoup de temps et d'énergie et laisse malheureusement fort peu de possibilités pour aboutir à des négociations constructives.

49. Notre but devrait être de créer un climat qui permette de mener des négociations intercommunautaires, de susciter la coopération entre les deux parties, et non — comme cela s'est produit ici — d'élargir davantage le fossé qui existe entre elles et de créer des obstacles supplémentaires à la reprise des entretiens.

50. Nous craignons que des résolutions de ce genre ne servent qu'à donner un prétexte de plus à la partie chypriote grecque pour recourir indûment au Conseil de sécurité, et je laisse au Conseil le soin de décider comment le processus de négociation sera effectué si la partie chypriote grecque se permet dans l'avenir d'avoir ainsi recours au Conseil, sans que cela soit davantage justifié, en ce qui concerne d'autres régions de la partie septentrionale de Chypre.

51. Quant à la question de savoir si cette résolution affectera l'avenir des entretiens intercommunautaires et celle de savoir si un nouveau cadre sera ou non nécessaire lorsque, le cas échéant, ces entretiens commenceront, je ne suis pas en mesure de le dire maintenant. C'est une chose qui devra être évaluée au moment opportun par le Gouvernement de l'Etat fédéré turc de Chypre. Il est déplorable, toutefois, que les dirigeants chypriotes grecs soient davantage intéressés par des gains politiques per-

sonnels à court terme que par des efforts authentiques pouvant permettre de résoudre le problème de Chypre. J'espère que les Chypriotes grecs se rendent compte que cette résolution, qui est tout à fait inacceptable pour nous, aura en fait l'effet contraire.

52. Le PRESIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Turquie.

53. M. TÜRKMEN (Turquie) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, étant donné que c'est la première fois que je prends la parole dans ce débat depuis votre accession à la présidence du Conseil il y a deux semaines, je tiens à vous exprimer, au nom de ma délégation et en mon nom personnel, nos félicitations les plus chaleureuses. En rendant hommage à vos talents diplomatiques éminents et à la façon efficace et pleine de tact dont vous avez mené les consultations, je tiens également à souligner la satisfaction que nous avons de voir comme président du Conseil le représentant d'un pays avec lequel la Turquie a toujours eu des relations amicales et cordiales.

54. Je serai bref. Je tiens à dire que mon gouvernement estime que la résolution que vient d'adopter le Conseil est inacceptable. Notre position se fonde avant tout sur les raisons suivantes.

55. Premièrement, la résolution se réfère à la lettre du "représentant permanent" de Chypre. Une telle mention suppose l'existence d'un gouvernement représentant l'ensemble de Chypre, ce qui, à notre avis, n'est pas le cas.

56. Deuxièmement, la résolution se fonde sur l'hypothèse qu'il existe une crise à Chypre qui, étant donné certains événements récents, justifie une décision de la part du Conseil. Nous ne sommes pas d'accord avec cet argument. Il n'y a pas de crise à Chypre. La seule crise à propos de l'île est la crise artificielle qui a été créée dans cette salle ainsi que dans les salles et corridors adjacents durant les trois dernières semaines.

57. Troisièmement, certains points de la résolution constituent une ingérence dans ce que sont les questions internes de l'Etat fédéré turc de Chypre tant qu'un règlement final du problème n'aura pas été réalisé.

58. Quatrièmement, par ses termes mêmes et ses implications, la résolution porte atteinte à la base des négociations intercommunautaires menées sous les bons offices du Secrétaire général. Une partie de son libellé est incompatible avec tout processus de négociation quel qu'il soit.

59. Nous regrettons en particulier le fait que le Conseil ait adopté une résolution qui pourrait affecter de façon négative les entretiens intercommunautaires. Le Gouvernement turc a toujours estimé que ces négociations représentaient la seule façon d'aboutir à un règlement concerté de la question de Chypre. Quoi qu'en disent les Chypriotes grecs, c'est entre les deux communautés que le conflit existe, et c'est entre elles qu'elles devront le résoudre. Etant donné les circonstances créées par la résolution, un nouveau cadre concerté sera probablement nécessaire, et trouver ce cadre ne sera pas une tâche aisée.

60. Je tiens à ajouter que nous, au sein de la délégation turque, avons été frappés par l'arrogance de la délégation

chypriote grecque à l'égard de la communauté chypriote turque. M. Christophides n'a manqué aucune occasion de faire des remarques désobligeantes et humiliantes à l'égard de la communauté chypriote turque. Il s'est constamment référé à cette communauté comme étant le fantoche d'Ankara, et il a prétendu que le Gouvernement turc dicte la position chypriote turque au sein des négociations intercommunautaires. Les représentants chypriotes grecs savent fort bien que l'Etat fédéré turc de Chypre ne dépend de personne dans les décisions qu'il adopte et dans la ligne de conduite qu'il suit. Pourquoi, alors, répètent-ils constamment leurs fausses allégations ? Est-ce une tactique visant à impliquer la Turquie dans tout développement des relations entre les deux communautés, ou ne peuvent-ils se résoudre à accepter la communauté turque en tant qu'interlocuteur et partenaire ?

61. De toute façon, cette position est contraire aux résolutions du Conseil de sécurité qui demandent que l'on procède à des négociations entre les deux communautés sous les auspices du Secrétaire général. En même temps, elle est incompatible avec les réalités politiques qui existent dans l'île. A court terme, cela affecte de façon négative le climat des entretiens intercommunautaires et, à long terme, cela ne fera que compromettre la confiance qui devrait exister entre les deux communautés si elles veulent recommencer ensemble une nouvelle collaboration. Cela nous amène inévitablement à évoquer le destin tragique qui a été celui de la communauté chypriote turque pendant 11 ans sous l'impitoyable monopole grec du pouvoir qui s'est terminé en 1974. A moins que la communauté chypriote grecque ne renonce à son désir de recréer le passé et ne se libère de la nostalgie d'une suprématie tyrannique disparue, les chances d'une solution sont en vérité très faibles.

62. M. ILLUECA (Panama) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation panaméenne tient à dire combien elle est heureuse de l'adoption de la résolution 414 (1977). Monsieur le Président, cette décision est l'aboutissement des efforts poursuivis grâce à vos compétences diplomatiques bien connues, à votre dévouement et à votre compréhension. Cela a été possible grâce à un climat de sérénité, ainsi qu'aux consultations qui ont eu lieu sous la direction de votre prédécesseur, l'ambassadeur Leprette, lorsqu'il était président du Conseil. Nous devons également rendre hommage aux efforts inlassables déployés par notre collègue de l'Inde, l'ambassadeur Jaipal, qui, par une combinaison magnifique de justice et de conciliation, est grandement responsable du fait que le Conseil ait pu parvenir à cette conclusion, à mon avis harmonieuse.

63. Je voudrais dire que, de l'avis de ma délégation, la résolution 414 (1977) doit être interprétée comme une contribution positive pour créer le climat indispensable qui permettra aux négociations entre les parties de reprendre et d'aboutir à une heureuse conclusion. C'est la raison pour laquelle je me suis permis de demander à prendre la parole car, malgré les déclarations faites par les parties et qui n'affectent nullement la qualité et l'efficacité de cette résolution, il convient néanmoins d'insister sur le fait que le Conseil souhaite — et je n'exagère pas quand je dis que c'est le voeu de tous ses membres sans exception — que les négociations soient reprises. Pour cette raison, le para-

graphe 5 de la résolution, que nous devons souligner, est ainsi libellé :

“Demande aux représentants des deux communautés de reprendre les négociations, sous les auspices du Secrétaire général, aussitôt que possible et de façon positive et constructive sur la base de propositions détaillées et concrètes.”

La mission de bons offices du Secrétaire général a été reconnue aussi bien par les membres du Conseil que par les parties intéressées. D'une façon constante, le Secrétaire général a essayé d'harmoniser tous les facteurs juridiques, moraux et politiques qui se présentent dans un différend de cette nature.

64. Pour conclure ce débat, il est opportun de nous adresser à nouveau aux parties, non seulement par cette résolution, mais en rappelant les manifestations de bonne volonté données par les deux parties et dont nous devons prendre note en terminant notre débat.

65. Au cours de la première séance consacrée à cette question, le 31 août, l'ambassadeur Papoulias de la Grèce a dit :

“Le Conseil sait très bien que les négociations intercommunautaires sur le problème de Chypre doivent aboutir, entre autres, à un règlement de la question fondamentale concernant l'aspect territorial, qui est lié au retour des réfugiés dans leurs foyers.” [2026^e séance, par. 50.]

66. Quand le représentant de la communauté chypriote turque, M. Çelik, a pris la parole, traduisant le sentiment de cette communauté, il a dit :

“Notre principal objectif en ce moment devrait être d'encourager les entretiens intercommunautaires en vue de parvenir à une solution juste et mutuellement acceptable, et non pas de nous lancer dans des combats politiques futiles au sein d'instances internationales.

“La partie chypriote turque a toujours été et continue d'être en faveur des entretiens intercommunautaires. Nous espérons que, malgré l'évolution récente au sud, qui a provoqué une interruption temporaire du processus de négociation, il sera possible de reprendre ces entretiens à une date convenue dans un avenir rapproché et qu'à ce moment-là ils pourront être plus constructifs et plus fructueux.” [Ibid., par. 64 et 65.]

Personne ne pourra nier que cette déclaration soit tout à fait conforme aux objectifs poursuivis par la résolution du Conseil de sécurité.

67. Notre collègue de la Turquie, l'ambassadeur Türkmen, prenant la parole au cours de la même séance, a traduit un état d'esprit, un état psychologique, en disant que la communauté turque souhaite éviter de nouveaux obstacles à la reprise des entretiens intercommunautaires, et il a ajouté qu'elle avait agi “avec la plus grande modération”. Il a dit également :

“En fait, M. Çelik a également rappelé que la communauté turque appuyait fermement la mission de bons

offices confiée au Secrétaire général et était prête à voir reprendre les entretiens intercommunautaires à une date fixée d'un commun accord par les deux communautés." [*Ibid.*, par. 80.]

Dans cette déclaration, l'ambassadeur Türkmen a exprimé sa satisfaction devant la position adoptée par la communauté chypriote turque, qui souhaite vivement reprendre les négociations. Ensuite, il a fait une déclaration qui, à mon avis, est importante et dont le mérite n'a pas été atténué par l'intervention qu'il vient de faire :

"Le Gouvernement turc continuera d'appuyer pleinement la mission du Secrétaire général dans le contexte actuel. Nous espérons sincèrement que le représentant spécial du Secrétaire général à Nicosie sera à même de frayer un chemin à des progrès importants dans la prochaine série d'entretiens." [*Ibid.*]

68. Nous connaissons tous les problèmes de politique interne qui se présentent aux hommes d'Etat représentant les parties au différend. Or, si tous font mention des négociations, pourquoi ne pas les reprendre de façon sincère et franche, sous les auspices du Secrétaire général et avec la bénédiction du Conseil ? On sait que les parties elles-mêmes, comme l'a dit ici le Ministre des affaires étrangères de Chypre, M. Christophides, ont des directives convenues par feu l'archevêque Makarios et le dirigeant chypriote turc, M. Denktas. M. Christophides a dit ce qui suit :

"A leur dernière rencontre," — il faisait allusion à la dernière rencontre entre Makarios et Denktas — "le 12 février, en présence du Secrétaire général, certaines directives ont fait l'objet d'un accord et, à l'époque, cela a été considéré comme une percée dans les entretiens intercommunautaires. Il a été convenu que l'objectif commun était la création d'un Etat fédéral bicommunautaire indépendant et non aligné où les principes fondamentaux comme la liberté de mouvement, la liberté pour chacun de s'installer dans le lieu de son choix et le droit de propriété pour tous les Chypriotes" — et je souligne "tous" — "seraient sauvegardés. Il a aussi été convenu que les territoires devant être placés sous l'administration de chaque communauté feraient l'objet de discussions en tenant compte de la viabilité ou de la productivité économique ainsi que de la propriété foncière et que les pouvoirs et fonctions du gouvernement central seraient tels qu'ils garantiraient l'unité du pays. Ces directives avaient pour but de donner aux interlocuteurs les bases sur lesquelles pourrait être négocié un règlement politique des aspects constitutionnels et territoriaux du problème de Chypre, comme le prévoit une disposition des résolutions sur la question de Chypre, laissant à la Turquie le soin de mettre en oeuvre les dispositions des résolutions qui la concernent exclusivement et qui comprennent le retrait des troupes étrangères, la cessation de l'ingérence étrangère et, en conséquence, le retour des réfugiés sains et saufs dans leurs foyers." [*Ibid.*, par 10.]

69. Je terminerai en disant au Conseil, à l'occasion de l'adoption de la résolution 414 (1977), que dans le cadre de l'exposé fait par les parties et, en particulier, dans le cadre

des directives arrêtées par le Président de la République, feu M. Makarios, et le dirigeant chypriote turc, M. Denktas, se trouvent les bases de négociations constructives permettant de faire aboutir avec succès ces négociations. Je crois que les deux communautés sont héritières des valeurs culturelles de deux civilisations auxquelles l'humanité doit beaucoup. Nous espérons que les hommes d'Etat de notre époque feront honneur à cet héritage culturel.

70. Le PRESIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est le Ministre des affaires étrangères de Chypre, qui désire exercer son droit de réponse.

71. M. CHRISTOPHIDES (Chypre) [*interprétation de l'anglais*] : Il y a un moment, le représentant du Pakistan a parlé du "représentant de la partie turque de Chypre" [*voir plus haut*, par. 21]. J'espère qu'il n'a pas dit cela de propos délibéré. Je n'ai pas besoin de répéter ici qu'il n'y a qu'une République de Chypre, dont l'intégrité territoriale est garantie par la Charte et les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, le Pakistan et la Turquie ayant eux-mêmes voté en faveur de certaines d'entre elles. Il est exact qu'à la suite de l'agression et de l'invasion turque en 1974 une partie de Chypre est sous l'occupation militaire des forces armées de la Turquie, mais, assurément, même le représentant du Pakistan reconnaîtra que cette occupation illégale ne signifie pas que la partie occupée de Chypre soit devenue partie turque de Chypre. Par conséquent, j'aime à croire que l'allusion du représentant du Pakistan résulte d'une erreur et qu'elle n'était pas délibérée.

72. Il me sera peut-être permis de faire également quelques brèves observations sur la déclaration du représentant de la Turquie. Il a affirmé que j'avais fait des remarques désobligeantes à l'égard de la communauté chypriote turque. Je tiens à donner au Conseil l'assurance que nous n'avons rien contre la communauté chypriote turque. Comme nous l'avons souvent dit, nous pouvons et devrions vivre ensemble, si seulement l'intervention turque disparaissait, et je suis certain que mes compatriotes turcs ressentent autant que nous le poids des bottes du soldat turc.

73. Le représentant de la Turquie a dit que les décisions sont prises à Nicosie par les dirigeants chypriotes turcs et non pas par Ankara. Les événements récents de Famagouste montrent bien, à mon avis, que c'est Ankara qui prend les décisions dans la zone chypriote turque occupée de Chypre. Comme le Secrétaire général l'a attesté, ce n'est que lorsque M. Ecevit, qui était alors premier ministre de Turquie, a fait sa déclaration du 20 juillet au sujet de Famagouste que M. Denktas a commencé à prendre des mesures en vue de coloniser le quartier moderne de Famagouste. Permettez-moi de citer ce que le Secrétaire général a dit :

"Le 20 juillet 1977, M. Ecevit, qui était alors premier ministre de Turquie, a dit que son gouvernement avait pris des mesures pour ouvrir Varosha au peuplement civil. Il a rejeté le point de vue selon lequel on réservait Varosha pour obtenir des concessions territoriales au cours des entretiens intercommunautaires. La suggestion

de M. Ecevit a été appuyée par M. Denktaş.” [2028^e séance, par. 26.]

Je crois donc que les faits sont éloquents et fournissent une réponse claire et lucide à la question de savoir qui prend les décisions importantes dans la partie occupée de Chypre.

74. Quant aux autres observations faites par le représentant de la Turquie, je crois que l'adoption unanime de la dernière résolution et ses dispositions mêmes constituent une réponse suffisante.

La séance est levée à 17 h 30.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何获取联合国出版物

联合国出版物在世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу : Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
